

Table des matières

Récidive et discriminations : quand les juridictions s'en mêlent...	9
MARIE JADOUŁ ET JUSTINE WAYNTRAUŁ	
Introduction	9
Section 1. La récidive	10
A. Conception générale de la récidive en droit belge	10
B. Notion, conditions et types	11
Section 2. Jurisprudence	15
A. L'arrêt du 15 décembre 2011 de la Cour constitutionnelle	15
B. L'arrêt du 22 décembre 2011 de la Cour constitutionnelle	17
C. Les arrêts de la Cour de cassation du 26 novembre 2013 et de la Cour constitutionnelle du 18 décembre 2014	19
D. Le jugement du tribunal de l'application des peines du 25 juin 2014 et l'arrêt de la Cour de cassation du 24 août 2016	22
E. L'arrêt de la Cour de cassation du 19 octobre 2016	25
F. Les jugements du tribunal de l'application des peines des 5 et 19 décembre 2016	27
Section 3. Quelques pistes de réflexion	31
A. La réforme du Code pénal et la nécessité de disposer de données scientifiques nationales concernant la récidive	31
B. L'éventuelle suppression de la récidive au stade de l'exécution de la peine	33
C. En l'état actuel du droit, la suppression d'une discrimination entraîne une autre	36
Prisons en grève, droits fondamentaux en berne : un point de vue parmi d'autres ?	39
FRANÇOIS DESSY ET CAROLE VONÈCHE	
Prévisions introductives	40
Section 1. Baromètre conventionnel, législatif et jurisprudentiel <i>sensu lato</i>	41
A. Premier bulletin météorologique normatif : <i>de lege lata</i>	41
B. Bulletin météorologique des volontés réformistes – <i>De lege ferenda</i>	55
C. Bulletin météorologique jurisprudentiel de droit interne – La position belge	59

Section 2. Baromètre pénitentiaire <i>a priori</i> des atteintes aux droits de la personne humaine incarcérée entre deux grèves et en temps de grève	66
A. Nébulosité inchangée, chargée d'épais nuages barrant l'horizon : l'ordinaire du prisonnier	67
B. L'extraordinaire météorologie pénitentiaire vue de l'intérieur : déluge de frustrations, tempête emportant toutes les garanties sur son passage	75
Conclusions et mises en perspective.	
Plaidoyer pour une cohésion pénale générale, non illusoire	78
L'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence : drames et actualités !	89
ÉRIC ROBERT	
Section 1. La genèse	89
Section 2. Bref résumé des compétences et du fonctionnement du Fonds avant la modification de 2016	90
A. La composition	90
B. Les catégories de victimes	91
C. Les types d'aide aux victimes	91
D. Les critères d'octroi de l'aide aux victimes	91
E. Les sources financières de l'aide aux victimes	92
Section 3. Quelques éléments statistiques	92
Section 4. La loi du 30 mai 2016	93
A. Le contexte	93
B. Le travail législatif de fond en vue de la modification de la loi du 1 ^{er} août 1985	94
C. Application de la loi dans le temps	95
D. Les incidences	95
E. La composition du Fonds	96
F. Les bénéficiaires de l'aide	96
G. Les nouveaux plafonds	97
H. L'indemnité de procédure	97
Section 5. Quelques remarques sur les préjudices indemnisables	97
A. Le préjudice moral	97
B. La question du préjudice ménager	98
C. L'aide forfaitaire	98
D. Les préjudices minimes ne sont pas indemnisés	99
Section 6. Le terrorisme	99

Section 7. <i>De lege ferenda</i>	102
A. La subrogation légale	102
B. La modification des plafonds	102
C. Une suggestion financière	103
La réforme de la cour d'assises : conséquences directes et indirectes	105
CÉDRIC BERNES ET GILLES GRUSLIN	
Introduction	105
Section 1. Contexte historique de la réforme	108
Section 2. Objet de la réforme	117
Section 3. Conséquences théoriques de la réforme	120
A. Les peines applicables aux crimes correctionnalisés commis avant l'entrée en vigueur de la loi, mais jugés après son entrée en vigueur	120
B. Les incidences de la requalification en cours de procédure sur la compétence du tribunal saisi	126
C. Les incidences de la requalification lorsque le crime est commis par un auteur mineur	127
Section 4. Conséquences pratiques de la réforme	128
A. La tenue des audiences préliminaires	128
B. La tenue des audiences de fond – l'exclusion définitive des justiciables	130
C. La « limitation » de l'oralité des débats et du temps du procès	132
D. La suppression de l'intervention du jury populaire	134
E. Le principe de légalité, la clarté des critères de renvoi en cour d'assises ou devant un tribunal correctionnel	135
F. Le pouvoir discrétionnaire	136
G. L'appel et l'opposition	136
Section 5. Perspectives quant aux conséquences directes et indirectes de la réforme de la cour d'assises	137
Conclusion	139
Nouvelles dispositions en matière d'opposition et d'appel : un an de jurisprudence depuis l'entrée en vigueur de la loi « pot-pourri II »	141
DIMITRI DE BECO ET CAROLINE HEYMANS	
Section 1. L'opposition	141
A. La recevabilité de l'opposition – Un régime désormais codifié	142

B.	L'opposition non avenue – Une notion élargie	146
C.	L'appel d'une opposition irrecevable ou non avenue	153
D.	Le désistement de son opposition	154
E.	L'application de la loi dans le temps	154
Section 2.	L'appel	154
A.	Les nouveaux délais d'appel	155
B.	Des conditions de forme modifiées	156
C.	L'interprétation des nouvelles dispositions par la jurisprudence	159
D.	Le désistement d'appel et sa limitation	163
Conclusion		164
 Les violences intrafamiliales, les mœurs et l'accès au dossier au stade de l'information judiciaire		167
ALEXANDRE FRANÇOIS ET AMANDINE MARTIN		
Introduction		167
Section 1.	Les violences intrafamiliales	168
A.	Notion de violence entre partenaires	168
B.	Les autres types de coups et blessures intrafamiliaux réprimés	169
C.	Réponse pénale proportionnelle à la gravité des faits	170
Section 2.	Les mœurs	176
A.	Bref rappel des principes	176
B.	Quelques nouveautés législatives	179
Section 3.	L'accès au dossier d'information judiciaire	186
A.	Du secret de l'information...	186
B.	... Et de ses exceptions	186
Conclusion		188